



16ème législature

Question N° : 16314	De M. Matthieu Marchio (Rassemblement National - Nord)	Question écrite
Ministère interrogé > Logement		Ministère attributaire > Logement
Rubrique >logement	Tête d'analyse >Renouvellement du parc immobilier dans les Hauts-de-France	Analyse > Renouvellement du parc immobilier dans les Hauts-de-France.
Question publiée au JO le : 19/03/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Matthieu Marchio appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement, sur la crise du logement dans les Hauts-de-France. Un rapport de la Fondation abbé Pierre sur le mal-logement en France a mis en exergue une réalité alarmante, particulièrement prégnante dans les Hauts-de-France. Avec un taux de pauvreté de 17,2 %, significativement supérieur à la moyenne nationale et un taux de chômage parmi les plus élevés du pays, les défis sont immenses pour cette région. Le coût du logement, aggravé par une inflation galopante, laisse une part trop importante de la population en situation de précarité. Les statistiques régionales révèlent une demande en logements sociaux en hausse de 16 % sur les cinq dernières années, en partie à cause d'un niveau de construction inadapté. Cette inadéquation entre l'offre et la demande contribue à l'escalade des loyers, rendant le logement inabordable pour de nombreux habitants et exacerbant les situations de mal-logement. Par ailleurs, la baisse des aides au logement, notamment une réévaluation des APL qui ne suit pas le rythme de l'inflation, accentue la vulnérabilité des Français. La diminution de 70 000 allocataires APL dans la région depuis la réforme de 2021 est symptomatique de cette tendance. Dans le parc nordiste ce sont plus de 490 000 logements qu'il faut rénover pour les mettre aux normes, ce qui représente pour les 25 prochaines années près de 20 milliards d'euros pour réhabiliter le parc des Hauts-de-France et aucun bailleur n'en a la capacité financière. Il rappelle l'importance de s'attaquer à la crise du logement, en mobilisant tous les acteurs concernés : collectivités locales, bailleurs sociaux, associations et bien sûr, l'État. Il souhaite une action rapide et efficace des différents acteurs pour que le droit au logement, soit une réalité pour tous les habitants des Hauts-de-France. Dans ce contexte, Il demande au Gouvernement la mise en place d'un plan pluriannuel ambitieux pour le renouvellement et l'expansion du parc immobilier dans les Hauts-de-France. Ce plan doit non seulement répondre aux besoins criants en logements sociaux mais également prévoir des mesures pour améliorer la qualité du parc existant.